

FOCUS

Décembre 2013

Activité économique et emploi à Bruxelles : quelle évolution à moyen terme ?

Pierre-François Michiels

Après la succession de plusieurs épisodes de croissance nulle ou négative depuis 2009, comment l'économie de la Région de Bruxelles-Capitale va-t-elle évoluer à moyen terme ? Les dernières perspectives économiques régionales tracent les grandes tendances macroéconomiques attendues à Bruxelles à l'horizon 2018. Selon l'approche au lieu de travail, quelle sera l'évolution dans les années à venir de la croissance du PIB, de la valeur ajoutée et de l'emploi par branche d'activité ou encore de la productivité et du coût du travail ? Les récentes prévisions qui annoncent une amélioration du climat conjoncturel au niveau national et international devraient se traduire par la reprise de l'activité économique bruxelloise à partir de 2014 et le retour progressif d'une croissance plus soutenue du PIB et de l'emploi au-delà.

Introduction

Ce premier numéro du Focus de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) présente les principaux résultats des dernières perspectives économiques régionales 2013-2018 (→ [Pour plus d'informations](#)). L'analyse se concentre sur l'évolution de l'activité économique et de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale (RBC) selon l'approche « au lieu de travail ». Le prochain numéro suivra une logique « au lieu de domicile » et se penchera sur l'offre de travail à Bruxelles ainsi que sur les revenus des ménages qui y résident.

Sous la coordination du Bureau fédéral du Plan (BFP), l'IBSA collabore depuis fin 2005 avec ses homologues flamand et wallon au développement du modèle HERMREG qui permet d'établir ces projections économiques (→ [Méthodologie](#)). Le principe du modèle consiste à ventiler au niveau

des trois régions belges les résultats des perspectives économiques nationales qui proviennent du modèle HERMES mis au point par le BFP ^[1].

Les projections régionales portent sur l'évolution à moyen terme de toute une série d'agrégats macroéconomiques : PIB, valeur ajoutée et emploi par branche d'activité, navettes de travailleurs entre les régions, rémunérations des salariés, chômage, revenus et transferts des ménages, etc. L'objectif premier du modèle HERMREG est de fournir des perspectives **à moyen terme**, c'est-à-dire d'identifier les principales tendances des économies régionales à un horizon de six ans.

Les observations étant généralement disponibles jusqu'en 2011, la période de projection s'étend de 2012 à 2018. Les principaux résultats macroéconomiques et sectoriels des perspectives économiques régionales sont présentés aux tableaux **01** et **02**.



Le modèle HERMREG est un modèle macroéconométrique dont l'objectif est de fournir des projections macroéconomiques et sectorielles à moyen terme pour chaque région belge. Dans sa version actuelle, le modèle repose sur une architecture descendante qui consiste à ventiler au niveau régional, à l'aide de clés de répartition endogènes, les résultats nationaux issus du modèle HERMES développé par le BFP. Les projections réalisées reposent sur les données de la comptabilité régionale publiées par l'Institut des Comptes Nationaux. La modélisation de HERMREG fait intervenir différents modules, notamment pour les variables démographiques, les agrégats macroéconomiques, le marché du travail, les comptes des revenus des ménages, les finances publiques des entités fédérées ou encore les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Pour les variables projetées au niveau sectoriel, le modèle HERMREG distingue 13 branches d'activité définies sur base d'un regroupement des branches de la nomenclature NACE-BEL 2008. La période de projection varie pour chaque agrégat en fonction de la disponibilité des données, avec un horizon fixé actuellement à 2018. La valeur ajoutée et l'emploi sont par exemple disponibles jusqu'en 2011 (et donc projetés à partir de 2012). Le modèle apporte ainsi un complément d'information aux séries statistiques de la comptabilité régionale publiées avec un délai de deux ou trois années selon les variables.

Le modèle HERMREG a connu plusieurs phases de développement et évoluera encore dans les années à venir. La prochaine étape vise à passer à une architecture largement ascendante permettant notamment de réaliser des analyses d'impact de politiques économiques régionales d'offre et de demande.

Selon les projections, le ralentissement de l'activité économique observé à partir de la mi-2011 à Bruxelles – mais aussi au niveau national et international – se serait prolongé en **2012** et diffusé à la quasi-totalité des branches de l'économie de la Région. La croissance du PIB bruxellois ne pourrait plus compter sur le dynamisme des deux principaux secteurs qui ont joué par le passé le rôle de moteur de l'activité. En effet, les « autres services marchands ^[2] » apporteraient une contribution (→ Glossaire) très faible en 2012 tandis que la branche « crédit et assurances » afficherait, pour la deuxième année consécutive, une contribution négative. Seule la branche « santé et action sociale » tirerait quelque peu son épingle du jeu en contribuant significativement à la croissance économique régionale. Globalement, l'activité dans les services marchands se contracterait de 0,2 % en volume (→ Glossaire). Depuis le début des années 90, ce ne serait que la quatrième fois qu'un recul surviendrait dans l'ensemble des services marchands, lesquels totalisent plus de 70 % de la valeur ajoutée générée à Bruxelles. Dès lors, le PIB régional en volume aurait perdu 0,3 % en 2012, une baisse à peine plus marquée qu'au niveau belge (-0,2 %).

On n'attend pas de véritable amélioration de la situation en **2013** et l'activité économique bruxelloise devrait pratiquement stagner (+0,1 % en volume) en l'absence de relais de croissance au niveau des principales branches. La contribution des services financiers redeviendrait pourtant positive mais pas suffisamment pour réellement soutenir le PIB. De plus, la croissance de la valeur ajoutée dans les « autres services marchands » ralentirait encore, se rapprochant de zéro, et ne contribuerait donc plus du tout à la croissance régionale.

01 Principaux résultats macroéconomiques pour la Région de Bruxelles-Capitale

	2011	2012	2013	2014	Moyenne	
					2015-2018	2012-2018
PIB en volume (1)	1,1	-0,3	0,1	1,2	1,6	1,1
VA en volume (1)	1,4	-0,2	0,0	1,2	1,7	1,1
Productivité réelle par tête (1) (2)	-0,8	-0,3	-0,7	1,0	0,7	0,4
Coût salarial réel par tête (1) (2)	-1,9	0,7	0,2	0,0	0,3	0,3
Emploi intérieur						
En milliers (3)	692,7	692,4	695,3	696,8	722,6	705,2
Différence en milliers	11,6	-0,4	2,9	1,6	6,4	4,3
Croissance en %	1,7	-0,1	0,4	0,2	0,9	0,6

Source : HERMREG

(1) Croissance en %

(2) Dans les branches d'activité marchande

(3) Pour cet agrégat, la colonne 2015-2018 reprend la valeur en fin de période, soit 2018

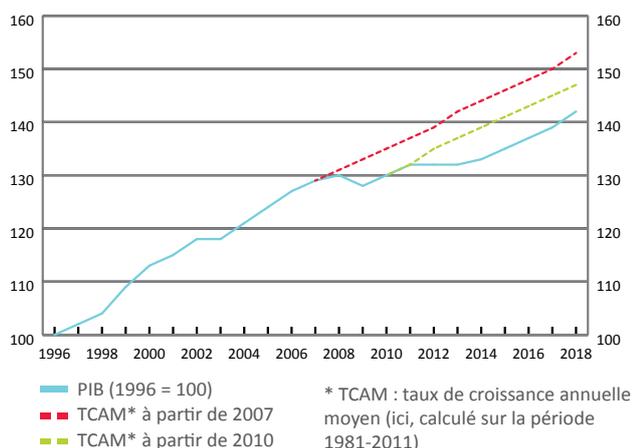
Valeur ajoutée en volume				
	2011		Moyenne 2012-2018	
	Millions d'euros (1)	Part (%)	Croissance (%)	Contribution (pp) (2)
Agriculture	7,6	0,0	0,9	0,00
Énergie	2 637,5	4,8	1,0	0,06
Industries manufacturières	1 724,4	3,1	-1,1	-0,03
Biens intermédiaires	503,0	0,9	-1,6	0,00
Biens d'équipement	417,9	0,8	-1,6	0,00
Biens de consommation	831,0	1,5	-0,3	0,00
Construction	1 392,9	2,5	1,2	0,03
Services marchands	39 881,0	72,2	1,3	0,94
Transports et communication	5 422,4	9,8	1,1	0,10
Commerce et horeca	6 544,9	11,9	0,5	0,04
Crédit et assurances	9 866,2	17,9	1,6	0,27
Santé et action sociale	2 702,5	4,9	1,5	0,10
Autres services marchands	15 313,2	27,7	1,5	0,44
Services non-marchands	9 584,4	17,4	0,5	0,10
Administration publique et éducation	9 522,3	17,2	0,6	0,10
Services domestiques	62,6	0,1	-4,8	0,00
Total	55 218,7	100,0	1,1	1,09

Emploi intérieur total					
	2011		Moyenne 2012-2018		
	Personnes	Part (%)	Croissance (%)	Contribution (pp) (2)	Différence (personnes)
Agriculture	78	0,0	-2,1	0,00	-2
Énergie	7 543	1,1	0,4	0,00	31
Industries manufacturières	22 695	3,3	-3,5	-0,11	-719
Biens intermédiaires	5 721	0,8	-6,0	-0,03	-288
Biens d'équipement	6 130	0,9	-4,8	-0,03	-257
Biens de consommation	10 844	1,6	-1,7	-0,01	-173
Construction	20 636	3,0	0,8	0,01	164
Services marchands	461 270	66,6	1,1	0,71	5 021
Transports et communication	47 734	6,9	0,3	0,01	145
Commerce et horeca	99 739	14,4	-0,1	0,00	-91
Crédit et assurances	63 687	9,2	-0,4	-0,03	-254
Santé et action sociale	62 560	9,0	1,8	0,17	1 164
Autres services marchands	187 550	27,1	2,0	0,59	4 057
Services non-marchands	180 521	26,1	-0,1	-0,04	-224
Administration publique et éducation	173 933	25,1	0,0	0,01	56
Services domestiques	6 588	1,0	-4,9	-0,03	-280
Total	692 742	100,0	0,6	0,59	4 271

Source : HERMREG (1) Euros chaînés, année de références 2005 (2) Contribution à la croissance en point de pourcentage (→ Glossaire)

Ce n'est qu'à partir de **2014** que l'activité économique bruxelloise se redresserait à la faveur de l'embellie conjoncturelle annoncée, avec un net rebond du PIB en volume (+1,2 %, tout comme au niveau national). La reprise serait donc marquée par rapport à l'année précédente mais la croissance resterait encore faible en comparaison de celle enregistrée par la Région durant les périodes fastes des deux dernières décennies, notamment entre 1996 et 2002. Le redressement du PIB devrait ensuite s'accélérer de façon progressive à partir de 2015. En **2018**, le taux de croissance bruxellois rejoindrait ainsi celui de la Belgique à hauteur de 1,9 % en termes réels. Ce taux dépasse de 0,4 point de pourcentage (pp) (→ [Glossaire](#)) la moyenne observée à Bruxelles sur la période 1981-2011. Les principaux moteurs de la croissance régionale à moyen terme sont analysés ultérieurement dans le texte.

03 Évolution du PIB de la Région de Bruxelles-Capitale (indice 1996 = 100)



Source : HERMREG

La succession d'épisodes de croissance négative ou faible depuis la crise financière de 2008 a eu un impact durable à la baisse sur le niveau du PIB bruxellois. Le graphique **03** représente l'évolution du PIB en indice, en fixant le point de départ en 1996. La Région a connu successivement deux épisodes difficiles. Le premier a débuté dès 2007 par un ralentissement de la croissance du PIB, suivi par une récession sévère en 2009, au plus fort de la crise. Il y a ensuite eu une brève reprise, en 2010, avant une seconde période marquée par un climat économique morose : la croissance du PIB s'est à nouveau essoufflée en 2011, pour ensuite stagner durant deux années consécutives. Quels auraient été les niveaux de PIB à l'horizon 2018 en l'absence de ces deux épisodes ? On peut évaluer leur impact respectif en appliquant un taux de croissance de référence à partir de 2007 et 2010 (cf. courbes en pointillés). On choisit comme taux de référence, la

croissance annuelle moyenne calculée sur l'ensemble de la période observée disponible (1981 à 2011), soit 1,5 %. Le graphique **03** montre que les écarts de PIB entre les trois courbes sont pratiquement identiques en fin de projection. Cela signifie que la faiblesse prolongée de l'activité économique entre 2011 et 2013 a pesé presque autant sur le niveau du PIB attendu en 2018 (différentiel de -5,3 points) que la croissance fortement négative enregistrée en 2009 au plus fort de la crise (différentiel de -5,9 points).

Emploi intérieur

En **2012**, l'emploi intérieur devrait avoir pratiquement stagné (-0,1 %) en raison de la mauvaise conjoncture qui se prolonge et de l'arrivée à terme des mesures mises en place par le gouvernement fédéral depuis 2009 pour soutenir le marché du travail suite à la crise. Malgré le maintien des créations d'emplois dans la branche « santé et action sociale », le faible niveau d'embauche dans les « autres services marchands », en forte diminution par rapport aux années précédentes, n'aurait pas permis de compenser le recul de l'emploi prévu en 2012 dans la plupart des autres branches, et en particulier dans l'industrie.

La progression de l'emploi intérieur de la Région resterait faible durant les deux années suivantes car le retour de la croissance du PIB n'est pas attendu avant 2014 et encore, de manière modérée. Dès lors, Bruxelles ne cumulerait qu'un peu moins de 4 500 créations d'emplois de façon nette sur la période **2013-2014**. L'essentiel des embauches trouveraient leur origine dans les branches « autres services marchands » (6 268 postes supplémentaires sur deux ans) et « santé et action sociale » (2 664 unités), faisant plus que compenser les pertes d'emplois dans les autres branches, principalement l'industrie manufacturière, les services financiers et les services non marchands.

Ce n'est qu'à **moyen terme** qu'on peut attendre une hausse plus soutenue de l'emploi intérieur bruxellois. Selon les projections, la demande de travail de la Région devrait augmenter de 0,9 % par an entre 2015 et 2018, soit un rythme très légèrement supérieur à la moyenne nationale (0,8 %). Cela signifie que près de 6 450 emplois pourraient être créés à Bruxelles chaque année au cours de cette période, pour un total d'environ 25 000 postes de travail supplémentaires en termes nets. Il s'agit d'un niveau de créations d'emplois relativement élevé par rapport à la tendance de long terme depuis le début

des années 80. Les deux principaux contributeurs à ces créations restent les branches « autres services marchands » et « santé et action sociale », avec respectivement 20 891 et 4 185 emplois additionnels en 2018 par rapport à 2015. Durant cet intervalle, l'emploi devrait également progresser dans les branches suivantes par ordre d'importance : « administration publique et éducation » (+1 734 unités), « transports et communication » (+1 417 unités), « construction » (+1 179 unités).

Il est intéressant d'analyser l'évolution des effectifs de certaines branches d'activité sur une plus longue période. L'**industrie manufacturière** à Bruxelles occupait encore près de 65 000 postes de travail au milieu des années 80, contre 22 700 en 2011, soit à peine 3,3 % de l'emploi total de la Région. L'emploi industriel bruxellois s'est contracté de façon pratiquement continue durant cette période, tout comme au niveau national d'ailleurs mais selon un rythme nettement plus rapide (respectivement -4,1 % et -1,5 % sur base annuelle). Outre le déclin généralisé de l'emploi industriel, Bruxelles est aussi confrontée à la réduction progressive de son activité industrielle au profit du secteur tertiaire. À partir de 2010, la diminution des effectifs semble toutefois se ralentir et cette tendance devrait se prolonger à moyen terme. Sur l'ensemble de la période de projection, l'industrie perdrait encore un peu plus de 5 000 emplois en termes nets. En ce qui concerne la branche « **administration publique et enseignement** », on observe, à l'inverse, que le nombre de postes de travail a progressé de façon soutenue entre la fin des années 90 et 2010, jusqu'à représenter près d'un quart de l'emploi total régional. La branche constituait alors un contributeur important à la croissance de ce dernier. Par la suite, dans un contexte d'assainissement des finances publiques, la volonté de limiter les déficits a marqué un coup de frein aux embauches, une situation qui devrait se maintenir en projection. On s'attend donc à ce que les effectifs dans cette branche n'augmentent que de façon limitée à moyen terme et ne contribuent dès lors que faiblement à la croissance de l'emploi bruxellois.

Évolution des principaux moteurs de la croissance bruxelloise

Comparativement aux autres régions, Bruxelles présente une **structure d'activité** particulière caractérisée par une prépondérance nettement plus marquée du secteur tertiaire (tableau 02). Celui-ci génère 89,6 % de la valeur ajoutée totale bruxelloise en 2011, contre 75,6 % pour l'ensemble de la Belgique. La plus grande

partie de cet écart s'explique par le poids de la branche « crédit et assurances » qui représente près de 18 % de l'économie régionale, soit 12 pp de plus qu'au niveau national. Ces chiffres traduisent le statut particulier de la Région bruxelloise comme centre d'affaires et de services financiers. L'essentiel des activités de siège des principaux établissements financiers établis en Belgique est ainsi localisé sur le territoire bruxellois, tout comme les activités de gestion d'actifs et de services financiers à destination des grands clients institutionnels et industriels. En tant que capitale nationale et européenne, Bruxelles accueille un nombre important d'institutions publiques, ce qui explique une autre part significative de la différence de structure d'activité. Au niveau de la Région, la branche « administration publique et éducation » représente ainsi 17,2 % de la valeur ajoutée et 25,1 % de l'emploi en 2011 (contre respectivement 13,5 % et 17,8 % au niveau belge). La situation est logiquement inverse en ce qui concerne les industries manufacturières dont le poids atteint à peine plus de 3 % à Bruxelles en termes de valeur ajoutée, soit 11,2 pp de moins que la moyenne nationale. Depuis le début des années 80, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée bruxelloise a perdu 4,5 pp, tandis que l'ensemble des services marchands a progressé de 7,2 pp.

Les performances économiques de la Région dépendent non seulement de sa structure d'activité mais aussi du dynamisme de chaque branche. La contribution de chacune d'entre elles à la croissance de la valeur ajoutée globale est ainsi déterminée par son poids dans l'économie régionale et par sa propre croissance. Ces **contributions sectorielles** évoluent dans le temps en fonction des modifications structurelles de l'économie et des aléas conjoncturels. Les projections HERMREG permettent d'analyser quels seront les principaux moteurs de la reprise de la croissance de l'activité à Bruxelles à moyen terme. On considère ici la période 2014-2018 durant laquelle la valeur ajoutée totale de la Région devrait renouer avec une croissance plus soutenue, de l'ordre de 1,6 % en volume chaque année. Il est aussi intéressant de comparer la situation par rapport à la période de forte croissance que Bruxelles a connue entre 1996 et 2002, où la valeur ajoutée avait augmenté de 2,6 % par an en moyenne. Le graphique 04 illustre l'évolution des contributions sectorielles les plus importantes entre ces deux périodes, lesquelles concernent toutes des activités de services.

Le poids de toutes les branches d'activité représentées se renforce, sans surprise, au regard de la tertiarisation de l'économie bruxelloise qui constitue une tendance de fond depuis plusieurs décennies. À l'inverse, la contribution à la croissance recule dans tous les cas, à l'exception des « **autres services marchands** ». La contribution de

ces derniers passeraient de 0,34 pp à 0,60 pp entre les deux périodes, grâce à une progression de leur part relative et à une accélération de leur croissance. Leur contribution resterait toutefois largement inférieure à celle observée par le passé, notamment de 2005 à 2008 juste avant la crise. L'amélioration serait donc insuffisante pour compenser la perte de contribution dans les autres branches.

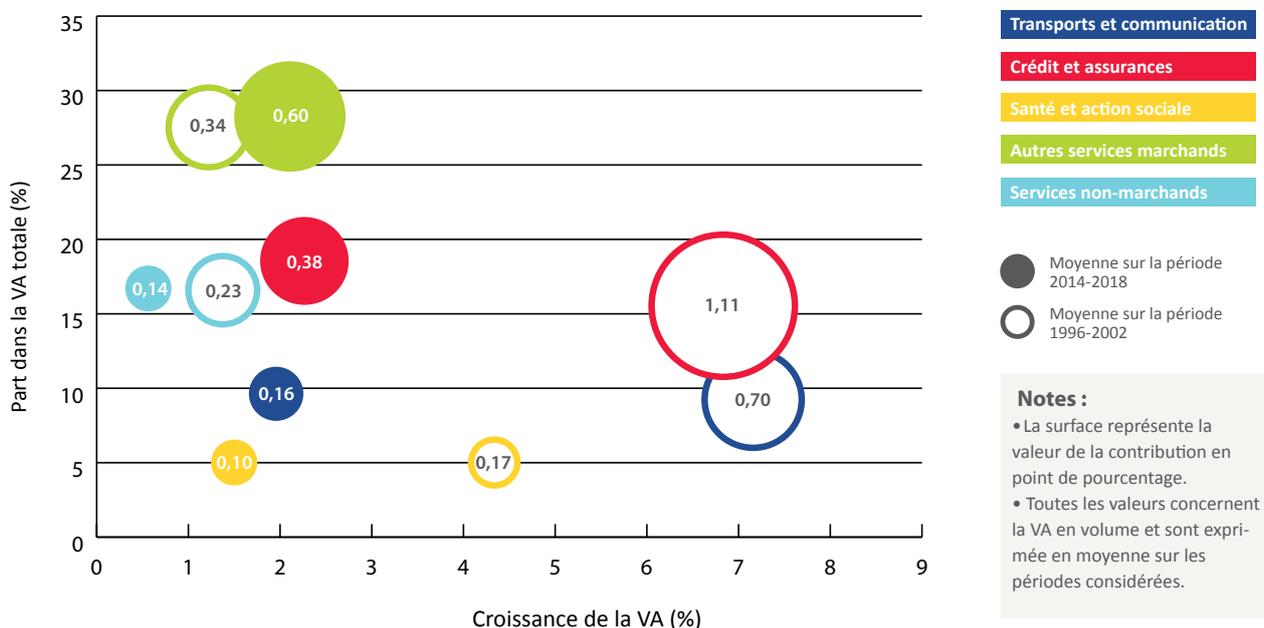
C'est dans la branche « **crédit et assurances** » que la chute serait la plus sévère. Le poids de ces activités devrait pourtant enregistrer la plus forte augmentation – passant d'une moyenne de 15,5 % à 18,2 % – mais, en parallèle, la valeur ajoutée afficherait une nette décélération en projection (+2,2 % par an en moyenne de 2014 à 2018, contre +6,7 % entre 1996 et 2002). La Région perdrait ainsi son premier relai de croissance puisque la contribution des services financiers n'atteindrait plus que 0,38 pp chaque année entre 2014 et 2018, contre 1,11 pp durant la période précédente. À moyen terme, la branche « crédit et assurances » reculerait ainsi à la deuxième place du classement des principaux secteurs contributeurs, derrière les « autres services marchands ».

La situation devrait également se détériorer pour la branche « **transports et communication** » qui avait largement participé à la croissance de la valeur ajoutée bruxelloise au cours de la période 1996-2002 (à hauteur de 0,7 pp en moyenne annuelle). De 2014 à 2018, la contribution de cette branche n'atteindrait plus que 0,16 pp, en raison d'un net ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée. Avec ce score, la branche occuperait la troisième position en termes de contribution, perdant une place par rapport à la période précédente.

Dans le cas des communications comme dans celui des services financiers, on peut parler d'une normalisation des contributions respectives de ces branches après un épisode expansif exceptionnel. Ces branches ont en effet connu tour à tour une croissance rapide qui s'est avérée peu soutenable, ayant finalement débouché sur l'éclatement d'une « bulle ». Ceci s'est produit dans le secteur de la communication au début des années 2000 (explosion de la bulle « internet »), puis dans les services financiers en 2008-2009 (crise des « subprimes »). Dans les deux cas, la projection prend pour hypothèse un retour à une trajectoire de croissance plus soutenable.

On retrouve ensuite les **services non-marchands**, un secteur important qui pèse 17 % de l'économie régionale mais dont la contribution à la croissance se réduirait à 0,14 pp par an entre 2014 et 2018, soit près de deux fois moins que pendant la période antérieure. Ces perspectives mitigées reflètent l'évolution prévisible de la dépense publique, qui est à l'origine de l'essentiel de la valeur ajoutée et de l'emploi de ce secteur. Enfin, la diminution de la contribution de la branche « **santé et action sociale** » n'a que peu d'impact sur la croissance de l'activité économique à Bruxelles car il s'agit d'un secteur de taille relativement petite en termes de valeur ajoutée. Sa contribution à la croissance de l'emploi de la Région est toutefois bien plus importante et le secteur a notamment continuer de créer de nombreux emplois ces dernières années, malgré la conjoncture peu porteuse et la croissance modérée de l'emploi total (cf. supra).

04 Contributions sectorielles à la croissance de la VA de la Région de Bruxelles-Capitale (en pp)



Source : HERMREG

Productivité et coût du travail

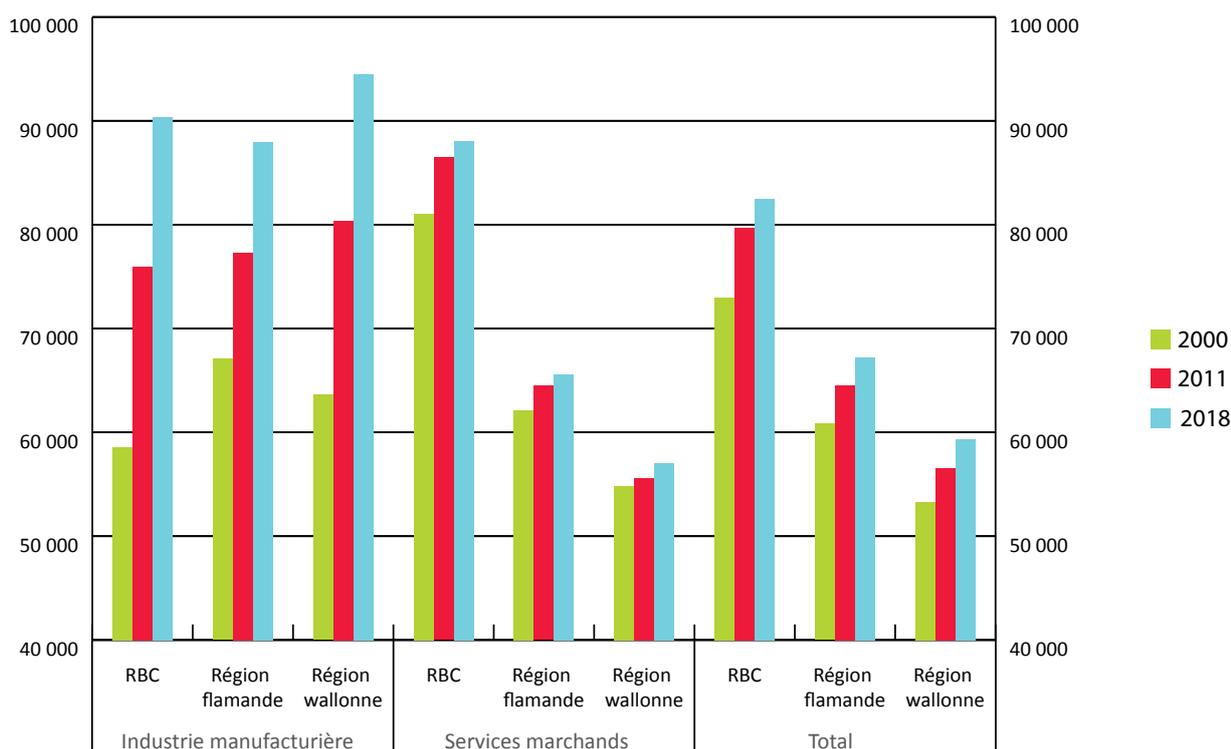
Selon les projections, de 2011 à 2013, le climat économique difficile devrait se traduire par des pertes de productivité du travail (→ [Glossaire](#)) au niveau de la Région. Dans la mesure où le ralentissement économique n'entraînerait pas immédiatement ni automatiquement un recul de l'emploi, les branches d'activité marchande seraient touchées par une diminution sensible de la productivité réelle par tête (-0,6 % par an durant cette période, voir tableau 01).

À la faveur de l'embellie conjoncturelle attendue ensuite, les entreprises du secteur marchand devraient renouer avec des gains de productivité dès 2014. Entre 2015 et 2018, la croissance de la productivité par travailleur dans les branches d'activité marchande à Bruxelles atteindrait en moyenne 0,7 % chaque année, soit un rythme moins élevé qu'au niveau national (0,9 %). En ce qui concerne le coût du travail, les projections tablent également sur une évolution à moyen terme moins rapide à Bruxelles que pour l'ensemble du pays. Dans le secteur marchand, la croissance du coût salarial réel par tête ne dépasserait pas 0,3 % par an entre 2015 et 2018 au niveau de la Région, contre 0,5 % pour la Belgique. Dans la mesure où les gains de productivité seraient plus élevés, le coût salarial par unité produite devrait diminuer, améliorant ainsi la compétitivité de la Région bruxelloise en termes de coûts à moyen terme dans les branches d'activité marchande.

Le graphique 05 compare l'évolution du **niveau de productivité du travail** exprimée en volume entre les trois régions belges. On constate que pour l'ensemble de l'économie, la productivité bruxelloise dépasse largement les valeurs flamandes et wallonnes, avec près de 80 000 euros de valeur ajoutée par tête en 2011. Par rapport à 2000, le niveau de productivité a progressé de 9,3 %, soit davantage qu'au Nord et au Sud du pays. Entre 2011 et 2018, l'augmentation de la productivité devrait, au contraire, être légèrement moins importante à Bruxelles que dans les deux autres régions.

Les différences interrégionales se marquent en particulier dans les **services marchands**. Pour l'ensemble de ces branches, la productivité des travailleurs bruxellois atteignait environ 88 000 euros par tête en 2011, dépassant de 34 % le niveau flamand et de 56 % le niveau wallon. Bruxelles est également la seule région qui affiche une productivité plus élevée dans les services marchands que dans l'industrie. On considère en effet généralement que les niveaux et gains de productivité élevés s'observent davantage dans les branches industrielles que dans celles de services, les premières étant plus intensives en capital physique. C'est d'ailleurs ce que l'on constate au niveau national. Cependant, certaines activités de services se caractérisent par une forte intensité en capital financier et technologique. La rémunération de ce type de capital entraîne également de hauts niveaux de productivité apparente du travail, avec des gains importants. C'est ce

05 Productivité par tête en volume (euros chaînés de 2005 par travailleur)



Source : HERMREG

qu'on a pu observer à Bruxelles au cours des deux dernières décennies, avec une forte croissance de la productivité dans les branches « crédit et assurances » (de 1993 à 2010) et « transports et communication » (de 1996 à 2003). Le type d'activités effectivement réalisées dans ces branches diffère sensiblement entre Bruxelles et les deux autres régions. Cet élément a été évoqué plus haut pour les services financiers (activités de siège) et vaut également pour la branche « transports et communication ». À Bruxelles, les services liés à la communication sont nettement plus présents que dans le reste du pays où les services de transport dominent au contraire. Dans les deux cas, la spécificité des activités en Région bruxelloise peut expliquer en partie les écarts de productivité importants par rapport à la Flandre et à la Wallonie.

En termes d'évolution, après deux décennies de gains de productivité pratiquement continus dans les services marchands bruxellois (proches de ceux enregistrés dans l'industrie), on observe une rupture nette en 2006, avec une stagnation suivie d'une baisse modérée. On prévoit ainsi des pertes de productivité en première partie de projection jusqu'en 2013, avant une légère amélioration durant la seconde moitié. Par rapport à 2011, la valeur ajoutée en volume par travailleur ne devrait progresser que de 1,9 % à l'horizon 2018 (contre une augmentation de 6,7 % durant la période 2000-2011). Ces évolutions s'expliquent essentiellement par le coup d'arrêt des gains de productivité dans les branches « transports et communication » (depuis 2003) et « crédit et assurances » (entre 2010 et 2013).

Dans l'**industrie manufacturière**, Bruxelles se situe en revanche légèrement en dessous des régions voisines mais les écarts de productivité sont nettement moins marqués. Ce constat est logique dans la mesure où ces activités sont davantage exposées à la concurrence internationale, obligeant les entreprises à maintenir des niveaux de productivités proches pour survivre. En 2011, la valeur ajoutée par travailleur dans les branches industrielles s'élevait presque à 76 000 euros pour la Région, soit un écart de respectivement 2 % et 5 % par rapport à la Flandre et à la Wallonie. Ce différentiel négatif ne vaut que dans la production de biens intermédiaires alors que dans les branches des biens d'équipement (on pense à la production automobile avec l'usine Audi de Forest) et de consommation, la productivité bruxelloise dépasse celle des deux autres régions. Quelle que soit la région considérée, les évolutions de la productivité dans l'ensemble de l'industrie ont été fortes depuis le début de la décennie précédente et devraient le rester à moyen terme. À Bruxelles, le niveau de productivité par tête dans l'industrie a gagné 30 % entre 2000 et 2011 et on s'attend à ce qu'il progresse encore de 19 % au cours de la période 2011-2018, passant notamment devant le niveau projeté en Flandre à l'horizon 2018. Par ailleurs, à partir de 2016, la productivité dans l'industrie bruxelloise serait pour la première fois supérieure à celle projetée dans les services marchands.



Glossaire et abréviations

Contribution à la croissance : produit du taux de croissance d'une composante d'un agrégat (la VA bruxelloise par exemple) par son poids relatif dans cet agrégat à la période précédente (NB : lorsque l'évolution de la composante est exprimée en volume, les contributions calculées ne sont pas additives)

Emploi intérieur : ensemble des travailleurs salariés et indépendants qui travaillent dans une zone géographique donnée, quel que soit leur lieu de résidence

Évolution en volume : évolution d'un agrégat économique (le PIB par exemple) en termes réels, c'est-à-dire abstraction faite de l'évolution des prix (inflation)

Point de pourcentage (pp) : unité de la différence entre deux valeurs exprimées en pour cent

Productivité (apparente) du travail : rapport entre la valeur ajoutée et le nombre de travailleurs

Valeur ajoutée (VA) : différence entre la valeur des biens et services produits dans une branche d'activité et la valeur des biens et services consommés dans le processus de production (la VA se définit également comme la somme des rémunérations attribuées aux facteurs de production)



Pour plus d'informations

Perspectives économiques régionales 2013-2018, Bureau fédéral du Plan, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse, Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique et Studiedienst van de Vlaamse Regering, juillet 2013. Le rapport complet est disponible en téléchargement au format PDF sur le site de l'IBSA (www.ibsa.irisnet.be).

NOTES

[1] Les résultats commentés ici sont parfaitement cohérents avec le cadre macroéconomique présenté par le BFP en mai 2013 pour l'ensemble de la Belgique. Ils n'intègrent pas les révisions apportées début septembre 2013 par le BFP au contexte macroéconomique national en vue de la réalisation du Budget économique. Par

rapport aux chiffres de mai, la croissance du PIB belge n'a été que faiblement revue à la baisse (-0,1 pp en volume en 2012, 2013 et 2014). La correction est plus importante en matière d'emploi, en particulier pour 2013 qui enregistre désormais une diminution du nombre de travailleurs contre une légère hausse précédemment.

[2] Cette branche regroupe une grande diversité d'activités, comme par exemple l'édition, l'audiovisuel, la publicité, les services informatiques, le conseil et la consultation, les services administratifs et de soutien ou encore les activités immobilières, comptables, juridiques, scientifiques et techniques.

F01CUS

Inscrivez-vous à la newsletter sur www.ibsa.irisnet.be

